

---

## L'héritage et les derniers devoirs à Gortyne : quelles obligations pour les descendants ?

*Inheritance and Funerary Duties in Gortyn: Which Obligations for the Heirs?*

**Maude Lajeunesse**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mondesanciens/2026>

DOI : [10.4000/mondesanciens.2026](https://doi.org/10.4000/mondesanciens.2026)

ISSN : 2107-0199

### Éditeur

UMR 8210 Anthropologie et Histoire des Mondes Antiques

### Référence électronique

Maude Lajeunesse, « L'héritage et les derniers devoirs à Gortyne : quelles obligations pour les descendants ? », *Cahiers « Mondes anciens »* [En ligne], 10 | 2018, mis en ligne le 08 février 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mondesanciens/2026> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mondesanciens.2026>

---

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



Les *Cahiers « Mondes Anciens »* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# L'héritage et les derniers devoirs à Gortyne : quelles obligations pour les descendants ?

*Inheritance and Funerary Duties in Gortyn: Which Obligations for the Heirs?*

Maude Lajeunesse

---

## Introduction<sup>1</sup>

- 1 La Crète, dont la légende attribue les premières lois au roi Minos, était perçue par les Anciens, dont Platon et Aristote, comme un important berceau de la législation grecque. S'il faut se garder d'interpréter les témoignages de ces auteurs au pied de la lettre, il demeure que de nombreux textes épigraphiques attestent une activité législative foisonnante dans l'île aux époques archaïque et classique. Plus encore, comme le rappellent M. Gagarin et P. Perlman dans leur récent ouvrage (2016, p. viii-ix), pour ces périodes, les quelque deux cents inscriptions crétoises à caractère législatif mises au jour jusqu'ici « represent only a fraction, probably quite a small fraction, of the total number of legal texts inscribed in Crete during this time ; they represent a disproportionate percentage, however, of the total number of surviving Greek laws from this period ».
- 2 Le plus substantiel et sans doute le plus célèbre des textes législatifs crétois, le Code de Gortyne, fut inscrit probablement vers le milieu du v<sup>e</sup> siècle avant notre ère. L'inscription, qui compte plus de six cents lignes réparties sur douze colonnes, comporte très peu de lacunes, ce qui n'empêche pas de nombreux passages d'être toujours objets de débats, en raison notamment des difficultés posées par le dialecte<sup>2</sup>. L'appellation « Code » reste, à défaut de terme plus adéquat, largement employée pour désigner ce document, dans la mesure où son contenu est cohérent et parce que le législateur a fait preuve d'un souci d'exhaustivité pour plusieurs des sujets traités, en envisageant sinon tous les cas possibles, du moins ceux qui étaient susceptibles de se présenter dans la réalité<sup>3</sup>. Si on ne connaît ni les autorités qui élaborèrent le Code, ni véritablement la société dans laquelle il fut entériné et mis en application, le texte en lui-même fournit tout de même de

précieux indices sur les politiques familiales en vigueur dans la cité de Gortyne à l'époque classique<sup>4</sup>. En effet, l'imposant document régleme nte essentiellement les affaires familiales, abordant des sujets comme la fille héritière, la séparation du couple par divorce et veuvage, la protection des patrimoines, l'héritage et l'adoption. L'un des thèmes récurrents de la loi étant la protection et la transmission des patrimoines, il s'avère pertinent de s'interroger en particulier sur les politiques familiales sous-tendant la réglementation de l'héritage.

- 3 Parmi les commentaires d'ensemble sur les questions familiales, l'ouvrage d'A. Maffi, *Il diritto di famiglia nel Codice di Gortina*, demeure une référence incontournable sur l'héritage comme sur les autres sujets concernant la famille<sup>5</sup>. Quelques études se penchent par ailleurs plus précisément sur la question du transfert des biens : elles s'intéressent essentiellement à la transmission du patrimoine par les femmes<sup>6</sup>. D'autres publications portent plutôt sur la nature des biens hérités, par exemple l'article de Cl. Brixhe et M. Bile (1999). On trouve enfin quelques articles qui s'attachent à l'identification des ayants droit à l'héritage<sup>7</sup>. Toutefois, à notre connaissance, aucune étude n'a abordé la question de l'héritage sous l'angle des politiques familiales, en cherchant à identifier plus précisément les moyens mis en œuvre par les autorités gortyniennes pour assurer la continuité dans le moment de rupture familiale qu'est le décès. Car la réglementation de l'héritage concerne non seulement la transmission des biens, mais également la continuité des lignées et son corollaire, le problème de l'*oikos eremos*, points sur lesquels il faut tenter d'apporter quelques éclaircissements.
- 4 Ainsi, il apparaît intéressant de s'interroger sur les droits et les obligations définis dans le Code pour chacun des parents, non seulement quant à la transmission et au partage du patrimoine, mais aussi au sujet de l'accomplissement des derniers devoirs, un thème certes peu abordé dans le Code mais qui mérite qu'on s'y attarde. Étant donné la complexité du texte, il serait présomptueux d'aspirer à définir une politique familiale précise, en vigueur dans la Gortyne du v<sup>e</sup> siècle, sur ces questions. Cet article a plutôt pour objectif de mettre en évidence les éléments pertinents du Code à ce sujet, afin d'apporter des pistes de réflexion et d'émettre quelques hypothèses, d'ailleurs valables uniquement pour les individus qui appartenaient à la classe des citoyens ou leur étaient apparentés. S'il s'avère nécessaire d'exposer, dans un premier temps, les dispositions réglementant la transmission régulière des biens héréditaires aux enfants, la suite de cet article s'attachera à comprendre ce qu'il advenait, d'après la loi, lorsqu'un individu mourrait sans fils ou si le défunt avait laissé un patrimoine déficitaire. Enfin, seront examinés les droits et les obligations du fils adoptif en matière de succession.

## La transmission de l'héritage aux enfants

- 5 Dans les cités grecques, les fils, chargés de perpétuer l'*oikos* paternel, étaient les destinataires privilégiés du patrimoine laissé par le défunt. Si dans plusieurs *poleis*, dont Athènes, les fils étaient d'ailleurs les seuls enfants successibles, à Gortyne cependant, tous les enfants (*tekna*) étaient désignés comme héritiers (V, 9-13) :

ἐ κ' ἀποθάνει ἀνὴρ ἢ γυνή, αἱ μὲν κ' ἐῖ τέκνα ἔ ἔς τέκνον τέκνα ἔ ἔς τούτον τέκνα,  
τούτος ἔκε[ν] τὰ κρέματα

Quand un homme ou une femme meurt, s'il y a des enfants ou des enfants issus des enfants ou des enfants issus de ceux-ci, ce sont eux qui auront les biens<sup>8</sup>.

- 6 On constate de surcroît à la lecture de ces lignes que, peu importe le sexe de la personne défunte, les mêmes règles successorales s'appliquaient à Gortyne. Les enfants se partageaient donc le patrimoine maternel comme le patrimoine paternel, ainsi que cela est explicitement écrit dans la loi (IV, 43-46) :

δατέθ[θ]αι δὲ καὶ τὰ ματριοῖα, ἔκ κ' ἀποθά[νε]ι, ἅπερ τὰ [πατρο]ῖ' ἔγ[ρατ]ται.

Que les biens maternels, lorsque (la mère) meurt, soient partagés comme il est prescrit pour les biens paternels.

- 7 Avant d'examiner la nature des biens destinés aux enfants de chaque sexe, il est à noter que la division du patrimoine pouvait se faire du vivant des parents, pour payer la condamnation d'un enfant (IV, 27-31), ou alors pour constituer le don nuptial d'une fille (IV, 48-V, 1). Le Code de Gortyne réglemente d'ailleurs dans le détail la question du don nuptial, correspondant à la part de l'héritage paternel dévolu à la fille (IV, 52-V, 9 et VI, 1-2). Il est notamment précisé que le don ne devait pas excéder la part prescrite (πλίονα δὲ μὲ). Est-ce à dire qu'une fille pouvait potentiellement recevoir moins que sa part en guise de don nuptial ? Ceci est vraisemblable, puisque le patrimoine d'un homme pouvait s'accroître entre le moment du mariage de sa fille et celui de son propre décès. Mais ce déséquilibre devait probablement être rétabli lors de la transmission de l'héritage. En effet, la précision des règles de partage entre fils et filles, reproduites ci-dessous, donne à penser que la division des biens devait se faire de façon équitable entre enfants d'un même sexe. Si cette équité n'était pas respectée, des recours légaux étaient prévus pour corriger la situation (V, 28-51) et la loi imposait le partage effectif des biens du moment où l'un des ayants droit souhaitait ce partage.
- 8 La loi gortynienne stipule par ailleurs que la division patrimoniale entre vifs, que ce soit pour le paiement d'une condamnation ou la constitution d'une dot, devait s'effectuer selon les règles prescrites : ἅι ἔγρατται (l. 30-31), κατὰ τὰ ἐγγραμμένα (l. 50-51). Or, ces règles, précisément définies dans le Code (IV, 31-49) et comprises clairement par les Gortyniens dans l'Antiquité, ont donné lieu à différentes interprétations de la part des chercheurs modernes<sup>9</sup> :

ἔ δὲ κ' ἀποθά[νε]ι τι(ς) στέγανς μὲν τὰνς ἐν πόλιν κ' ἄτι κ' ἐν ταῖ(ς) στέγαις ἐνεῖ, αἷς κα μὲ φοικεὺς ἐνφοικεῖ ἐπὶ κόραι φοικίον καὶ τὰ πρόβατα καὶ καρταίποδα ἅ κα μὲ φοικέος ἐῖ, ἐπὶ τοῖς υἱάσι ἔμεν, τὰ δ' ἄλλα κρέματα πάντα δατεῖσθαι καλός, καὶ λανκάνεν τὸς μὲν υἱύνς, ὁπόττοι κ' ἴοντι, δύο μοίρανς φέκαστον, τὰ δὲ θυγατέρανς, ὁπόττοι κ' ἴοντι, μίαν μοῖραν φεκάσαν. [...] αἱ δὲ κρέματα μὲ εἶε, στέγα δέ, λακὲν τὰ θ[υ]γατέρας ἅι ἔγρατται.

Si quelqu'un meurt, les maisons qui sont dans la ville et ce qu'il y a dans les maisons où n'habite pas un *woikeus* qui habite à la campagne, ainsi que le petit et le gros bétail qui n'appartient pas à un *woikeus*, ce sont les fils qui les auront. Tous les autres biens seront partagés comme il se doit : les fils, quel qu'en soit le nombre, recevront chacun deux parts, les filles, quel qu'en soit le nombre, (recevront) chacune une part. [...] Au cas où il n'y aurait pas (d'autres) biens, mais (seulement) une maison, les filles recevront leur part comme il est prescrit.

- 9 Dans la définition des biens destinés aux fils, un passage en particulier a fait couler beaucoup d'encre : il s'agit de la précision au sujet des maisons « où n'habite pas un *woikeus* qui habite à la campagne » (IV, 33-35 : αἷς κα μὲ φοικεὺς ἐνφοικεῖ ἐπὶ κόραι φοικίον), une formulation qui semble *a priori* redondante. Pour pallier cette difficulté, les auteurs de *Nomima* (p. 14 et 181) proposaient de substituer ἐπικόραι (l'attique ἐπικουρία) à ἐπὶ κόραι, traduisant le passage par : « les maisons où n'habite pas un serf venu habiter pour un service ». Mais cette lecture fut unanimement rejetée par les commentateurs

subséquents, pour des raisons sémantiques et syntaxiques<sup>10</sup>. Pour d'autres commentateurs du Code, la clause concerne les maisons dans la ville, d'une part, et, d'autre part, le contenu des maisons dans la campagne qui n'étaient pas occupées par un *woikeus*<sup>11</sup>. Or, cette interprétation est difficile à défendre, car elle implique la distinction entre la maison et son contenu. En effet, selon cette lecture de la loi, les fils recevaient les maisons situées dans la ville et le contenu des maisons en zone rurale, tandis que l'ensemble des enfants se partageaient les murs de ces dernières et le contenu des premières, une situation qui paraît invraisemblable<sup>12</sup>. Il semble plutôt qu'il soit ici seulement question des maisons dans la ville et de leur contenu, dévolus exclusivement aux fils. On trouve d'ailleurs une précision similaire concernant la maison urbaine et son mobilier dans un autre passage du Code (VIII, 1-4) où il est stipulé que la fille héritière conservait la maison dans la ville et ce qu'il y avait dans la maison (στέγαμ μὲν, αἷ κ' ἐν ἑν πόλι, τὰμ πατροιοκον ἔκεν καὶ τι κ' ἐν εἰ ἐν τῷ στέγαμ), mais on y reviendra.

- 10 Dans la mesure où est retenue l'hypothèse selon laquelle cette partie de la clause concerne les maisons situées dans la ville et le contenu de celles-ci, il reste encore à expliquer la mention des esclaves habitant à la campagne. Cette locution pouvait servir à préciser le type d'esclaves dont il était question, à savoir les esclaves agricoles, puisque des esclaves devaient aussi assister les propriétaires dans les maisons urbaines<sup>13</sup>. En outre, comme le note A. Maffi (1997, p. 68), cette formulation permet d'annoncer implicitement que les maisons à la campagne dans lesquelles habitaient des *woikeis* faisaient quant à elles partie des biens héréditaires que se partageaient les filles et les fils du défunt.
- 11 Selon la lecture retenue ici, les fils du défunt recevaient donc à la mort de leur parent les maisons en ville ainsi que les esclaves, les animaux et les biens meubles qui y étaient associés. Il s'agissait d'attribuer aux descendants masculins, en tant que principaux acteurs de la continuité de la lignée, le cœur de l'*oikos* paternel<sup>14</sup>. De surcroît, les fils recevaient des autres biens une part deux fois plus importante que celle destinée à leurs sœurs.
- 12 Mais en quoi consistaient « tous ces autres biens » (τὰ δ' ἄλλα κρέματα πάντα) ? Puisque *chrēmata* est un terme générique, il est nécessaire d'apporter ici quelques précisions sur la nature des biens formant le patrimoine que se partageaient les fils et les filles. Il s'agit surtout de déterminer si la terre en faisait partie.
- 13 Selon la vision traditionnelle, la terre, en Crète, était inaliénable : le domaine familial (*klaros*), attribué à un ancêtre commun, devait demeurer indivis et ne pouvait, par conséquent, être l'objet d'un partage héréditaire<sup>15</sup>. Toutefois, cette conception du patrimoine terrien dans la Gortyne classique repose sur l'argument du silence : en effet, ni le Code, ni aucune autre inscription gortynienne ne mentionne quelque acte juridique au sujet de la terre et la seule mention du *klaros* dans le Code se trouve dans un passage (V, 25-28) d'interprétation très difficile, ainsi qu'on le verra. Il nous semble plus vraisemblable, à l'instar notamment de S. Link, A. Maffi et M. Gagarin, que les *chrēmata* incluaient la terre et que celle-ci était donc un bien qui pouvait être divisé entre les héritiers<sup>16</sup>. M. Gagarin et P. Perlman (2016, p. 101) rappellent deux des principaux arguments en faveur de cette thèse. D'abord, le Code mentionne à deux reprises le *karpos* provenant des biens (*chrēmata*) de la femme : en cas de divorce, elle en conservait la moitié (II, 45-50) et si elle mourait sans enfants, ce sont ses ayants droit qui en récupéraient la moitié (III, 31-37). Dans la mesure où le terme *karpos* désigne précisément le produit agricole, le terme *chrēmata* doit référer dans ces passages à la terre. Ensuite,

une autre loi de Gortyne (n° G43 dans M. Gagarin et P. Perlman) interdit de vendre ou hypothéquer une terre donnée par la *polis*, ce qui implique que la terre ordinaire pouvait être vendue et hypothéquée. Elle pouvait donc, *a fortiori*, être léguée aux ayants droit. Ces clauses et d'autres encore laissent fortement penser que les terres, à Gortyne, faisaient partie des *chrēmata* constituant la propriété individuelle, bien que certaines terres publiques aient pu demeurer inaliénables<sup>17</sup>.

- 14 Ainsi, d'après la lecture retenue ici, les « autres biens », répartis à raison d'une part pour chaque fille et de deux parts pour chaque fils, étaient, pour l'essentiel : les maisons habitées par un *woikeus* (à la campagne) et leur contenu, le bétail confié à la surveillance d'un *woikeus* et la terre.
- 15 En somme, les fils recevaient le cœur de l'*oikos* (la maison urbaine et ce qui y était attaché), tandis que les possessions rurales étaient partagées entre fils et filles. Dans la mesure où la terre fournit les ressources nécessaires à la survie et constitue également une source potentielle de revenus, la loi gortynienne prévoyait ainsi que chaque descendant soit pourvu d'un patrimoine permettant de vivre et, éventuellement, de prospérer. Les fils recevaient deux fois plus des biens ruraux, afin d'assurer le maintien de leur propre *oikos*, tandis que les filles recevaient une part moindre, qui constituait leur dot.

## La transmission de l'héritage en l'absence de fils

### La *patroiokos*

- 16 En l'absence de fils, les biens étaient dévolus à la fille héritière, la *πατροιοκος*, qui devait épouser l'ayant droit (un oncle ou un cousin paternel) ou partager l'héritage avec celui-ci (VII, 15 – IX, 24 ; XII, 6-19, *passim*)<sup>18</sup>. La loi prévoyait ainsi que le patrimoine demeure, au moins partiellement, dans la lignée paternelle. L'ayant droit était d'ailleurs obligé d'épouser la fille héritière s'ils étaient tous deux en âge de se marier et que la *patroiokos* le désirait (VII, 40-47). Cependant, la fille héritière pouvait, quant à elle, refuser d'épouser l'ayant droit (VII, 52-VIII-8). Elle était toutefois obligée de se marier au sein de la tribu, *pyla* (cf. VII, 50-52 et VIII, 5-7 et VIII, 11-12). Ce n'est qu'en l'absence de tout prétendant au sein de la *pyla* que la *patroiokos* était autorisée, en dernier recours, à se marier à l'extérieur de celle-ci (VIII, 13-20). Le texte insiste sur l'obligation pour la *patroiokos* de trouver mari, normalement au sein de la famille paternelle ou, à tout le moins, dans la tribu, groupe dont on ignore malheureusement la nature et le fonctionnement<sup>19</sup>. Les autorités gortyniennes cherchaient principalement, par ces dispositions, à éviter qu'un *oikos* tombe en déshérence. Ces mesures protégeaient par ailleurs la *patroiokos*, orpheline de père et dépourvue de frère, en lui assurant d'avoir un époux qui agirait auprès d'elle comme *kurios*.
- 17 Si le Code régleme avec autant de détails l'union de la fille héritière, c'est précisément parce qu'elle était la détentrice du patrimoine paternel. Ainsi, de nombreuses clauses s'attachent à préciser les biens qui revenaient effectivement à la *patroiokos* et ceux destinés à l'ayant droit issu de la famille paternelle. En particulier, le Code précise que la *patroiokos* conservait, dans tous les cas de figure, la maison en ville et son contenu (VII, 29-32 et VII, 52-VIII, 4). S'il y avait un ayant droit et que la *patroiokos* ne l'épousait pas, celui-ci recevait alors la moitié patrimoine, hormis la maison urbaine et son contenu (VIII, 4-5 et 7-8). Encore une fois, les biens partagés sont ceux liés au domaine rural, source de produits

alimentaires, de matières premières et de revenus potentiels. La loi évitait ainsi de léser la famille paternelle si le refus de l'union était le fait de la *patroiokos*. Mais s'il n'y avait aucun ayant droit ou si celui-ci refusait d'épouser la *patroiokos* en dépit de la loi, celle-ci gardait l'intégralité du patrimoine. Une fille pouvait donc, en quelque sorte, se substituer au fils en tant que gardienne du cœur de l'*oikos*. En cela, la *patroiokos* gortynienne s'apparentait à la fille héritière spartiate, d'après le témoignage d'Aristote (*Politique*, II, 1270a), mais différait de l'épiclère athénienne, qui devait pour sa part être impérativement mariée à un parent paternel.

- 18 L'un des derniers devoirs à accomplir pour honorer la mémoire d'un parent disparu, en plus des rituels funéraires et post-funéraires, était le remboursement des dettes héréditaires, ainsi que l'a souligné notamment R. F. Willetts (1967, p. 30). À ce sujet, le Code précise que si un homme mourait en laissant une fille *patroiokos* alors qu'il était endetté, celle-ci devait rembourser la dette paternelle (IX, 1-7) :

αἴ κ' ὁπέλο[ν ἄργυρον πα]τροιοκον καταλίπει, ἔ αὐ[τὰν ἔ] διὰ τὸν[ς] πάτροαν[ς καὶ τὸ]ν[ς] μάτροαν[ς] καταθέμεν ἔ [ἀποδ]όθαι το ὀπλέματος [καὶ δ]ικαίαν ἔμεν τὰν ὄν[α]ν καὶ τὰν κ[ατάθε]σιν.

Si quelqu'un qui doit de l'argent laisse une patrôque, il faut que, soit par elle-même, soit par ses parents paternels ou maternels, le montant de la dette soit garanti ou réglé.

- 19 Selon A. Maffi (1991, p. 217), peut-être que cette précision était nécessaire dans la mesure où l'aliénation du patrimoine de la fille héritière concernait non seulement sa propre descendance, mais également l'ayant droit, un proche collatéral de la lignée paternelle. Quoi qu'il en soit, le législateur confirme dans ces lignes que le remboursement d'une dette héréditaire faisait effectivement partie des obligations de la *patroiokos*, qu'il y ait ou non un ayant droit à l'épouser. Cette disposition donne à penser qu'il devait en être de même pour le fils légitime : celui-ci devait certainement s'acquitter des dettes laissées par son père (ou sa mère), bien que cela soit tu dans la loi. Peut-être que cela allait de soi et n'avait pas besoin d'être mis par écrit, puisque le fils était le continueur naturel de la lignée et l'héritier de la majeure partie du patrimoine ? Force est de constater que le texte demeure toutefois muet sur cette question.

## Les autres successibles

- 20 Il pouvait survenir qu'un individu meurt sans descendance aucune. Son patrimoine revenait alors aux héritiers subséquents, selon l'ordre de succession *ab intestat* défini dans le Code (V, 13-22) :

αἱ δέ κα μέτις ἐι τούτον, ἀ{α}δελπιοὶ δὲ το ἀποθανόντος κ' ἕκς ἀδε[λ]πιον τέκνα ἔ ἔς τούτον τέκνα, τούτος ἔκεν τὰ κρέματα. palmula. αἱ δέ κα μέτις ἐι τούτον, ἀδευπιαὶ δὲ το ἀποθανόντος κ' ἔς ταυτῶν τέκνα ἔ ἔς τον τέκνον τέκνα, τούτος ἔκεν τὰ κρέματα.

Au cas où il n'y a personne de ceux-là [sc. des enfants, petits-enfants ou arrière-petits-enfants], mais des frères du défunt et des enfants issus des frères ou des enfants issus de ceux-ci, ce sont eux qui auront les biens.

Au cas où il n'y a personne de ceux-là, mais des sœurs du défunt et des enfants issus de celles-ci ou des enfants issus de leurs enfants, ce sont eux qui auront les biens.

- 21 Ainsi, comme à Athènes, d'après notamment le témoignage de Démosthène (*Contre Macartatos*, 51), les frères du défunt et leur descendance avaient la priorité sur les sœurs et leur descendance.



- 22 En l'absence de ces proches collatéraux, le Code prévoit (V, 22-25) :
- αἱ δὲ κα μέτις ἐῖ τοῦτον, οἷς κ' ἐπιβάλλει ὅπο κ' ἐῖ τὰ κρέματα τοῦτος ἀναιλεθθαί  
 Au cas où il n'y aurait personne de ceux-là, ce sont les ayants droit, d'où que soient  
 les biens, qui les reprendront.
- 23 Les successibles qui forment le quatrième cercle sont désignés par le verbe *epiballô*. Les *epiballontes* crétois forment une catégorie juridique : ce sont ceux qui possèdent un droit, ceux auxquels une part échoit<sup>20</sup>. Ainsi que l'a exprimé Cl. Brixhe (p. 109) : « ... ὁ ἐπιβάλλων est proprement crétois. Il s'agit d'un terme à géométrie variable dont le référent dépend du contexte, comme notre "ayant droit" : de l'héritier le plus direct (le fils) aux parents les plus éloignés ». Si tous ne s'entendent pas sur l'identité précise des héritiers désignés dans ces lignes, il semble bien qu'il faut y voir l'ensemble des collatéraux des lignées paternelle ou maternelle, selon l'origine des biens (hormis évidemment ceux auparavant désignés dans l'énumération)<sup>21</sup>.
- 24 S'il n'y avait pas d'ayants droit, le Code prévoit une cinquième et dernière catégorie de successibles, définie ainsi (V, 25-28) :
- αἱ δὲ μὲ εἶεν ἐπιβάλλοντες, τᾶς φοικίας οἷτινές κ' ἴοντι ὁ κλᾶρος, τουτόνς ἔκιν  
 τὰ κρέματα  
 Aux cas où il n'y aurait pas d'ayants droit, ceux de la maisonnée qui constituent le  
 klaros, ceux-là auront les biens.
- 25 Ce passage du Code fait débat et dépend notamment de la construction syntaxique retenue. En effet, selon la lecture adoptée notamment par M. Guarducci, le génitif *tas woikias* se rapporterait à ce qui précède : « Au cas où il n'y aurait pas d'ayants droit de la maisonnée, ceux qui constituent le klaros... »<sup>22</sup>. Mais pour la plupart des commentateurs, *tas woikias* se rapporte à ce qui suit : *klaros* ou *oitines*. La lecture retenue ici fait du génitif un complément de *oitines*, sur la base de la discussion syntaxique apportée par M. Bile et Cl. Brixhe<sup>23</sup>.
- 26 Si la construction du texte fait débat, l'identité même des individus inclus dans le cinquième cercle des successibles demeure également incertaine et ce, quelle que soit la lecture retenue. Certains, dont R. F. Willetts (1967, p. 15 et 66) et M. Gagarin (2010, p. 27-29 et 2016, p. 91), y voient les esclaves s'occupant de la propriété (le *klaros*). Pour d'autres, ces derniers héritiers potentiels sont des parents exclus des quatre premiers cercles de successibles, une hypothèse avancée notamment par les auteurs de *Nomima* (p. 11) et M. Bile et Cl. Brixhe (p. 89 et 109-110). Il pourrait enfin s'agir de propriétaires terriens voisins, selon A. Maffi (1997, p. 60-61).
- 27 Pour le sujet qui nous occupe, il importe d'abord de souligner que, quelle que soit l'hypothèse privilégiée, les derniers successibles étaient attachés au *klaros*. Ainsi, le domaine, à défaut peut-être de rester au sein de la famille, demeurait la propriété des gens qui l'occupaient, y travaillaient, ou y étaient reliés d'une façon ou d'une autre. Ensuite, et surtout, notons que le législateur gortynien a désigné de très nombreux successibles, à l'extérieur même du cercle des ayants droit. Cela traduit la préoccupation des autorités d'œuvrer contre le problème de l'*oikos eremos*. À Athènes, le dernier héritier potentiel était le plus proche parent par le père (cf. Démosthène, XLIII *Contre Macartatos*, 51). Cependant, la cité attique connaissait l'héritage testamentaire, contrairement à la cité crétoise à la même période, d'où peut-être la nécessité, à Gortyne, de désigner un plus large groupe d'héritiers potentiels.



## Les dettes héréditaires

- 28 Au décès d'un individu, celui-ci libérait certes son patrimoine, mais il pouvait également laisser des dettes impayées. Qu'advenait-il en ce cas ? Dans la série d'amendements au Code, inscrits dans les deux dernières colonnes, se trouvent des précisions concernant les ayants droit du débiteur. On lit à ce sujet (XI, 31-42) :

αἱ κ' ἀποθάνει ἄργυρον ὀπέλον ἔ νενικαμένως, αἱ μὲν κα λείοντι οἷς κ' ἐπιβάλλει ἀναιλεθαι τὰ κρέματα τὰν ἄταν ὑπερκατιστάμεν καὶ τὸ ἄργύριον οἷς κ' ὀπέλει, ἐκόντων τὰ κρέματα· αἱ δὲ κα μὲ λείοντι, τὰ μὲν κρέματα ἐπὶ τοῖς νικάσανσι ἔμεν ἔ οἷς κ' ὀπέλει τὸ ἀρ(γ)ύριον, ἄλλαν δὲ μεδεμίαν ἄταν ἔμεν τοῖς ἐπιβάλλονσι  
Si quelqu'un meurt alors qu'il doit de l'argent ou qu'il a perdu un procès, ses ayants droit peuvent, s'ils le veulent, payer à sa place la pénalité ou verser l'argent aux créanciers et garder les biens (héréditaires). S'ils ne le veulent pas, les biens reviendront à ceux qui ont gagné en justice ou à ceux à qui l'argent est dû, mais il n'y aura par ailleurs aucune pénalité (à payer) pour les ayants droit.

- 29 Ainsi, lorsqu'un individu mourait endetté, ses héritiers avaient le choix entre rembourser et percevoir ce qui restait du patrimoine, ou alors laisser l'héritage aux créanciers sans être soumis à quelque pénalité que ce soit. Comme l'a noté A. Maffi (1991, p. 215), cette dernière option laisse songer à un cas d'héritage déficitaire, bien que cela ne soit nullement précisé dans le texte.

- 30 Est-il possible que dans cette clause, les fils légitimes ne soient pas inclus parmi les ayants droit auxquels était laissé le choix de rembourser ou non la dette ? Cela nous paraît probable, dans la mesure où la fille héritière est pour sa part exclue ici des *epiballontes*, puisqu'elle devait impérativement, on l'a vu, rembourser la dette paternelle. Plus encore, c'est le fait d'accepter effectivement l'héritage (cf. *leionti*) qui entraînait l'obligation de rembourser la dette *ultra vires*, comme le souligne entre autres A. Maffi, (1991, p. 217). Or, il est difficile d'envisager que le fils légitime ait pu refuser l'héritage, puisqu'il était responsable de la continuité de la lignée et qu'il devait notamment doter ses sœurs, à partir du patrimoine paternel, si celles-ci se mariaient après le décès du père (cf. V, 1-4).

- 31 Pour leur part, les collatéraux n'étaient pas soumis, d'après les termes de la loi, à l'obligation d'accepter l'héritage et de rembourser les dettes du défunt. Ceci fait écho à une autre clause du Code (IX, 40-43) où il est dit :

ὁὖς αἱ κ' ἀνδέκεται, ἄς κ' ὁ πατὲρ δόει, αὐτὸν ἀτεθαι καὶ τὰ κρέματα ἄτι κα πέπαται

Si un fils a fait une reconnaissance de dette du vivant de son père, il sera tenu sur sa personne et sur les biens dont il est le maître.

- 32 Ainsi, la loi interdisait que l'on puise dans le patrimoine paternel (ou maternel) pour rembourser une dette, probablement afin d'éviter de léser les collatéraux, d'abord les frères et sœurs, aussi futurs héritiers de ce patrimoine. D'ailleurs, comme cela a été mentionné ci-dessus, le partage entre vifs, pour le paiement d'une condamnation ou la constitution du don nuptial, devait se faire dans la limite des parts prévues pour chaque enfant, selon leur sexe.

- 33 Notons également que les époux, qui n'étaient de toute façon pas des parents successibles, ne pouvaient pas, de surcroît, être tenus responsables du remboursement de la dette du conjoint décédé (cf. XI, 42-45). C'est d'ailleurs l'un des sujets récurrents du Code que le maintien du patrimoine dans chacune des lignées, ainsi qu'on le voit

notamment dans les clauses sur le divorce et le veuvage (II, 45 - IV, 23 et XI, 46-55, *passim*) et dans les dispositions sur la protection des patrimoines (VI, 2-46).

- 34 En somme, les règles concernant les dettes laissées par un défunt témoignent d'une protection à l'égard de ses proches survivants, qui, s'ils refusaient l'héritage, n'étaient pas tenus de rembourser la dette. Ainsi, une dette ne pouvait pas être transmise, sauf si les héritiers y consentaient. Il nous semble toutefois que cette protection était d'abord destinée aux collatéraux et il est possible que les enfants légitimes n'aient pas pu, pour leur part, renoncer à l'héritage ni au remboursement des dettes héréditaires. Qu'en était-il du fils adoptif ?

## Droits et devoirs du fils adoptif en matière d'héritage

- 35 L'adoption est réglementée de façon détaillée dans le Code ; les clauses à ce sujet occupent la fin du texte principal, avant la série d'amendements contenus dans les deux dernières colonnes de l'inscription. Nombre de ces dispositions concernent plus particulièrement l'héritage et les derniers devoirs (X, 39- XI, 10) :

κ' αἱ μὲν κ' ἀνέλεται πάντα τὰ κρέματα καὶ μὲ συννει γνέσια τέκνα, τέλλει μὲν τὰ θῖνα καὶ τὰ ἀνθρώπινα τὰ το ἀνπαναμένο κ' ἀναιλεθαι ἄπερ τοῖς γνεσίοις ἔγρατται. αἱ [δ]έ κα μὲ λει τέλλειν ἄι ἔγρατται, τὰ κ[ρ]έματα τὸν ἐπιβάλλονταν ἔκεν. αἱ δέ κ' εἰ γνέσ[ι]α τέκνα τοι ἀνπαναμένοι, πεδὰ μὲν τὸν ἐρσένον τὸν ἀμπαντόν, ἄπερ αἱ θέλ[ε]λαι ἀπὸ τὸν ἀδελπίον λανκάνοντι· αἱ δέ κ' ἔρσενες μὲ ἴοντι, θέλειαι δέ, φισόμοιρον ἔ[μεν] τὸν ἀνπαντόν καὶ μὲ ἐπάνανκον ἔμεν τέλλειν τ [ἂ το ἀν]παναμένο καὶ τὰ κρέματ' ἀναιλιθαι ἄτι κα κατα[λίπει ὁ ἀ]νπανάμενος· πλίυι δέ τὸν ἀνπαντόν μὲ ἐπικορέν. vac. [αἱ δ' ἀπο]θάνοι ὁ ἀνπαντός γνέσια τέκνα μὲ καταλιπόν, πὰρ τὸ[ν] το ἀν]παναμένο ἐπιβάλλονταν ἀνκορέν τὰ κρέματα.

S'il veut hériter de tous les biens en l'absence d'enfants légitimes, (l'adopté) devra accomplir les obligations de l'adoptant envers les dieux et les hommes et alors il héritera comme il est prescrit pour les (enfants) légitimes. S'il ne veut pas s'acquitter (de ces devoirs) comme il est prescrit, ce sont les ayants droit qui auront l'héritage. Mais si l'adoptant a des enfants légitimes, l'adopté (viendra au partage) avec les mâles, selon les mêmes critères d'après lesquels les filles reçoivent (leur part d'héritage) de leurs frères. S'il n'y a pas d'enfants mâles, mais des filles, l'adopté viendra au partage à égalité (avec elles), sans avoir obligation de s'acquitter (des devoirs) de l'adoptant (défunt) ni de prendre les biens qu'il a laissés, mais l'adopté n'aura rien de plus. Si l'adopté mourait sans laisser d'enfants légitimes, les biens reviendraient aux ayants droit de l'adoptant (défunt).

- 36 Au sujet de la succession de l'adoptant, le Code prévoit ainsi trois situations : (1) le cas où l'adoptant n'avait aucun enfant légitime ; (2) le cas où l'adoptant avait des enfants légitimes, dont au moins un fils ; (3) le cas où l'adoptant avait seulement des filles légitimes.
- 37 Si l'adoptant avait comme seul enfant son fils adoptif, celui-ci devait choisir entre accepter l'héritage et, par conséquent, s'acquitter des obligations matérielles et morales dévolues aux enfants légitimes ou alors, refuser l'héritage. En effet, comme l'ont souligné H. van Effenterre et Fr. Ruzé (1995, p. 146), de même qu'A. Maffi (1997, p. 77-78), on déduit de l'expression αἱ [δ]έ κα μὲ λει τέλλειν ἄι ἔγρατται (X, 45-46) que c'est la décision du fils adoptif d'accepter l'héritage qui obligeait celui-ci à accomplir les devoirs envers le défunt. L'adopté qui refusait de s'acquitter des obligations envers son père adoptif défunt et renonçait à l'héritage devait vraisemblablement retourner dans sa famille d'origine (A. Maffi 1997, p. 82). Les biens revenaient alors aux *epiballontes* de l'adoptant. Cependant,

un tel refus devait survenir, vraisemblablement, lorsque l'héritage était déficitaire. Or, dans ce cas, les *epiballontes* n'étaient pas tenus, on l'a vu, d'accepter l'héritage.

- 38 Le second cas envisagé dans la loi est celui où l'adoptant avait des enfants légitimes, dont au moins un fils (X, 48-52). Dans ce cas, l'adopté recevait une part équivalente à celle dévolue aux filles, d'après la répartition héréditaire prévue par le Code (IV, 31-43, ci-dessus).
- 39 Le législateur a enfin prévu le cas où l'adoptant avait seulement des filles légitimes. Dans la mesure où le père avait adopté un fils, ces filles n'étaient pas considérées comme *patroiokoi*. Dans ce troisième cas de figure, le patrimoine était divisé entre le fils adoptif et les filles légitimes à parts égales. L'option est encore une fois donnée à l'adopté de refuser l'accomplissement des derniers devoirs envers le défunt et, dès lors, de renoncer à l'héritage (XI, 1-5). Si tel était son choix, les filles de l'adoptant devenaient seules héritières et les règles au sujet des *patroiokoi* devaient s'appliquer à celles-ci.
- 40 En bref, le fils adoptif pouvait choisir de ne pas accomplir les derniers devoirs, tout en refusant par le fait même de toucher l'héritage ; contrairement au fils adoptif athénien, il n'était donc pas *heres necessarius*, comme l'a souligné A. Maffi (1991, p. 213-215). Cette liberté laissée au fils adoptif gortynien est précisée dans le cas où l'adoptant n'avait aucun enfant légitime ou seulement des filles : lorsqu'il y avait des fils légitimes, le choix ne se posait apparemment pas, puisque ceux-ci devaient être chargés des derniers devoirs. À ce propos, il n'est pas impossible que la subordonnée ἄνωγε τοῖς γυνεσίοις ἔργαται s'applique non seulement à ἀναίλεθαι, mais également à ce qui précède (τέλλεμ... ἀναίλεθαι). Dans ce passage, où le fils adoptif est appelé à se substituer au fils légitime (X, 42-45), le législateur emploie d'ailleurs le terme *gnēsioi*. Ailleurs dans les dispositions sur l'adoption, les enfants légitimes sont plutôt désignés comme les *gnēsia tekna*. L'emploi de *gnēsioi* en X, 44-45 paraît indiquer que ce sont bien les *filles* qui étaient responsables des derniers devoirs et qui étaient les principaux bénéficiaires de l'héritage paternel. Cependant, les filles légitimes, en l'absence de fils légitimes et lorsque l'adopté refusait de s'acquitter des derniers devoirs, devaient être tenues également de veiller aux rituels funéraires, notamment l'inhumation, et de rembourser les éventuelles dettes héréditaires, comme on l'a vu dans les règles au sujet de la *patroiokos*.

## Conclusion

- 41 En somme, dans la Gortyne du <sup>v</sup>e siècle, les fils, garants de la continuité de la lignée, recevaient à la mort de leur parent le patrimoine urbain, tandis que les biens ruraux étaient partagés à raison d'une part pour chaque fille et de deux parts pour chaque fils. Les hommes avaient en effet besoin d'un patrimoine plus important afin d'assurer le maintien de leur propre *oikos*, tandis que la part d'héritage dévolue aux femmes constituait leur dot. Tous les enfants recevaient en héritage une partie des biens situés dans la campagne (dont les terres, selon notre lecture), ce qui permettait à tous d'avoir les ressources nécessaires à leur survie, voire de prospérer.
- 42 En l'absence de fils, la *patroiokos* était l'unique héritière. Elle devait normalement épouser un oncle ou un cousin de la lignée paternelle, ou alors lui céder la moitié du patrimoine rural. Dans tous les cas, la *patroiokos* demeurait détentrice de la maison en ville et de son mobilier, le cœur de l'*oikos* paternel. En l'absence d'ayant droit ou si ce dernier refusait de l'épouser, elle devenait l'unique propriétaire de l'ensemble du patrimoine, se substituant

ainsi au fils légitime en tant que gardienne de la lignée. Le Code stipule par ailleurs qu'elle devait impérativement rembourser les dettes paternelles héréditaires.

- 43 En l'absence de descendants, les biens du défunt étaient dévolus à ses collatéraux. La loi prévoit même un ultime cercle de successibles, au-delà du groupe des ayants droit, dont l'identité demeure incertaine.
- 44 Si un individu décédait en laissant des dettes, ses héritiers pouvaient choisir de laisser le patrimoine aux créanciers sans avoir à subir quelque pénalité ultérieure. Quant au fils adoptif, il pouvait renoncer à l'héritage et, partant, être dispensé de l'accomplissement des derniers devoirs.
- 45 Que retenir de tout cela ?
- 46 D'abord, le législateur a cherché à éviter qu'un patrimoine tombe en déshérence, une situation qui risquait d'entraîner des conflits imputables aux convoitises et prétentions de chacun, comme on le voit dans plusieurs plaidoyers attiques, par exemple dans les discours démosthéniens *Contre Macartatos* et *Contre Léocharès*. Rien n'interdit de penser que de tels problèmes auraient pu survenir à Gortyne également. Ainsi, le Code accorde une grande importance au mariage de la fille héritière, pour éviter l'extinction de la lignée. De même, la loi désigne un important nombre de successibles, dont peut-être des individus non apparentés au défunt, voire des esclaves, afin qu'il y ait, pour chaque patrimoine, des héritiers légalement désignés.
- 47 Ensuite, les autorités gortyniennes ont encouragé le partage équitable des biens. On a vu à ce propos la logique sous-jacente à la répartition des biens entre fils et filles et l'insistance du Code à préserver les biens de chacune des lignées. En cas de désaccord au sujet de la division patrimoniale, le partage était imposé et l'intervention d'un juge était prévue.
- 48 Enfin, la loi de Gortyne montre une préoccupation pour la protection des héritiers, qui pouvaient, d'après certaines clauses, renoncer au patrimoine et à l'accomplissement des derniers devoirs (dont le remboursement des dettes). Il est vrai que les collatéraux avaient leur propre *oikos*, tout comme le fils adoptif pouvait retourner dans son *oikos* d'origine : dans certains cas, il devait donc s'avérer plus judicieux d'éviter tout conflit (en permettant notamment aux créanciers de se rembourser) plutôt que de chercher à sauver un lignage déjà éteint.
- 49 Il nous semble toutefois que les autorités ont accordé un traitement différent aux descendants du défunt. Il est certain, en tous les cas, que la fille héritière devait rembourser la dette paternelle et il est vraisemblable que les *gnêsioi teknoi*, d'après les termes des clauses sur l'adoption, aient été contraints d'accomplir les derniers devoirs humains et religieux envers leur parent disparu. Le texte est de surcroît beaucoup plus précis à propos de la répartition des biens entre les enfants du défunt qu'au sujet du partage patrimonial au sein des autres cercles de successibles. La loi insiste aussi sur l'interdiction d'attribuer à un enfant une part supérieure à celle qui lui était dévolue, ou de la lui remettre à d'autres fins que pour le paiement d'une condamnation ou du don nuptial. Ce partage équitable était-il la contrepartie de responsabilités également partagées entre tous les enfants (selon leur sexe) à la mort d'un parent ? Le texte ne le dit pas explicitement, mais cela nous paraît vraisemblable et s'inscrit parfaitement dans la réciprocité des échanges entre parents et enfants qui prévalait partout dans le monde grec (et toujours dans nombre de sociétés actuelles).

## BIBLIOGRAPHIE

- Avramović S. (1990), « Die Epiballontes als Erben im Gesetz von Gortyn », *ZRG* 107, p. 363-370.
- Bile M. (1988), *Le dialecte crétois ancien : étude de la langue des inscriptions, recueil des inscriptions postérieures aux IC*, Paris.
- Bile M. et Brixhe Cl. (1999), « La circulation des biens dans les Lois de Gortyne », dans Dobias-Lalou C. dir., *Des dialectes grecs aux Lois de Gortyne*, Nancy-Paris, p. 75-116.
- Di Lello-Finuoli A. L. (1991), « Transmissione della proprietà per successione ereditaria femminile e sistema di parentela nel Codice di Gortina », dans Musti D. et al. éd., *La transizione dal Miceneo all'alto archaismo : dal palazzo alla città. Atti del convegno internazionale Roma, 14-19 marzo 1988*, Rome, p. 215-230.
- Gagarin M. (2010), « Serfs and Slaves at Gortyn », *ZRG* 127, p. 14-31.
- Gagarin M. et Perlman P. (2016), *The Laws of ancient Crete*, Oxford.
- Guarducci M. (1950), *Inscriptiones Creticae. IV : Tituli Gortynii*, Rome.
- Körner R. (1993), *Inchriftliche Gesetzestexte der frühen griechischen Polis*, Cologne-Weimar-Vienne.
- Lajeunesse M. (2014), *Représentations, fonctions et statuts des parents dans les lois grecques des époques archaïque et classique : analyse des documents épigraphiques* [en ligne], thèse de doctorat de l'université du Québec, Bordeaux-Montréal.  
URL : <http://www.archipel.uqam.ca/7634/1/D2881.pdf>
- Lévy Ed. (1997), « Libres et non-libres dans le Code de Gortyne », dans Brulé P. et Oulhen J. éd., *Esclavage, guerre, économie en Grèce ancienne. Hommages à Yvon Garlan*, Rennes, p. 25-41.
- (2000), « La cohérence du Code de Gortyne », dans Lévy Ed. éd., *La codification des lois dans l'Antiquité. Actes du Colloque de Strasbourg 27-29 novembre 1997*, Strasbourg-Paris, p. 185-214.
- Link, S. (1994), *Das griechische Kreta : Untersuchungen zu seiner staatlichen und gesellschaftlichen Entwicklung vom 6. bis zum 4. Jahrhundert v. Chr.*, Stuttgart.
- Maffi A. (1991), « Adozione e strategie successorie a Gortina e ad Atene », *Symposion 1990*, p. 205-237.
- (1997), *Il diritto di famiglia nel Codice di Gortina*. Milan.
- (2003), « Studi recenti sul Codice di Gortina », *Dike* 6, p. 161-226.
- Morris I. (1989-1990), « The Gortyn Code and Greek Kinship », *GRBS* 31, p. 233-254.
- Rørby Kristensen K. (2007), « Inheritance, Property, and Management : Gortynian Family Law Revisited », *Symposion 2005*, p. 89-100.
- van Effenterre H. (1982), « Les epiballontes », *Studi in onore di A. Biscardi III*, Milan, p. 459-462.
- van Effenterre H. et Ruzé Fr. (1995), *Nomima : recueil d'inscriptions politiques et juridiques de l'archaïsme grec*, vol. 2. Rome.
- Willetts R. F. (1966), « The Rights of ἐπιβάλλοντες », p. 5-16.
- (1967), *The Law Code of Gortyn*, Berlin.

## NOTES

1. Merci aux organisatrices de ces deux journées d'étude sur les politiques familiales ainsi qu'aux participants, pour les riches échanges. Merci également à M. Bile et A. Maffi pour leur relecture d'une première version de cet article et leurs précieuses remarques. Je demeure bien entendu seule responsable de la forme de l'article et des hypothèses qui y sont avancées.
2. Sur les questions dialectales, voir Bile 1988. Par commodité, les termes grecs translittérés sont généralement donnés sous leur forme attique, de même que l'accentuation attique est employée dans le texte grec. Prière au lecteur d'excuser l'omission de certains accents sur les voyelles brèves employées comme voyelles longues en crétois.
3. Voir en particulier Lévy 2000 sur la cohérence du Code. M. Bile et Cl. Brixhe préfèrent parler des Lois. Sur la nature du document, sa datation et l'emploi du terme Code, voir Lajeunesse 2014, p. 290-294.
4. Sur le gouvernement, la population et les institutions dans les cités crétoises, en particulier Gortyne, voir la synthèse de M. Gagarin et P. Perlman (2016), p. 55-94.
5. Notons aussi son article paru dans *Symposion* 1990, dans lequel il compare les règles d'adoption et les stratégies successorales à Gortyne et à Athènes.
6. Voir par exemple Rørby Kristensen 2007 et Lello-Finuoli 1991. Il existe par ailleurs une importante littérature sur la propriété des femmes à Gortyne et le statut de celles-ci, de même que sur la fille héritière. Pour une bibliographie sur ces sujets, voir Lajeunesse 2014, p. 312-313.
7. Au sujet des ayants droit, voir Avramović 1990 et van Effenterre 1982.
8. L'édition du texte grec est celle de M. Guarducci (1950), avec modifications mineures, et la traduction est personnelle, inspirée des diverses traductions existantes, en particulier celles du second tome de *Nomima* et d'A. Maffi (1997).
9. Voir Lajeunesse 2014, p. 351-353 pour un résumé des différentes lectures de cette disposition.
10. Voir en particulier les critiques émises par Maffi 1997, p. 67-68, n. 55, Lévy 1997, p. 36, Bile et Brixhe 1999, p. 89-90 et Gagarin 2010, p. 20, n. 20.
11. Voir en ce sens Lévy 1997, p. 35-37, cf. Lévy 2000, p. 208, n. 35, de même que Bile et Brixhe 1999, p. 89-91.
12. Voir Maffi 1997, p. 65-67. Toutefois, il est à noter que selon plusieurs commentateurs, dont M. Bile et Cl. Brixhe, les maisons dans la campagne demeuraient inaliénables. Voir la suite du présent article sur la question de la terre et des biens ruraux.
13. Voir Gagarin 2010, p. 20 et Maffi 1997, p. 67-68.
14. Voir Maffi 1997, p. 69-70. Ainsi que le rappellent Bile et Brixhe 1999, p. 86, la maison dans la ville représente la citoyenneté et le nom.
15. Cette idée a été défendue notamment par Willetts (1967, p. 18), Kørner (1993, *Gesetzestexte*), van Effenterre et Ruzé (1995, p. 11, 15-16 et 18), Bile et Brixhe (1999, en part. p. 89-91, 108 et 110).

16. Voir notamment Link (1994, p. 80-88), Maffi (2003, p. 175-180) et Gagarin (2010, p. 24-25 et 2016, p. 101) .
17. Voir un résumé sur la question de la terre dans Lajeunesse 2014, p. 302-304.
18. Le singulier est employé pour simplifier, mais toutes les filles, en l'absence de fils, étaient *patroiokoi*.
19. Sur la tribu, voir en dernier lieu le résumé de Gagarin et Perlman (2016, p. 64-65), qui soulignent la possibilité que les membres d'une tribu étaient apparentés.
20. Il faut exclure la vision de R. F. Willetts (1966), qui identifie les *epiballontes* aux parents paternels et les oppose aux *kadestai* ; cf. Morris 1989-1990.
21. Dans un premier temps, nous avons suivi (2014, p. 357-358) l'hypothèse de S. Avramović (1990), qui voyait dans les ayants droit formant le quatrième cercle de successibles les parents des deux lignées, ce dont nous doutons maintenant ; sur la structure syntaxique qui autorisait une telle lecture, voir la suite du présent article. Le sens d'*opok'ei* (IV, 23) a fait débat : les chercheurs se sont demandé si la précision devait s'appliquer aux biens ou aux ayants droit, et si elle faisait référence à l'origine ou à la situation actuelle (des biens ou des individus) ; cf. notamment *Nomima*, II, p. 174.
22. Cette construction fut adoptée également par A. Maffi et R. Kørner, de même que S. Avramović, dont nous avons dans un premier temps suivi l'hypothèse (voir note précédente).
23. Les auteurs de *Nomima*, dans leur traduction, font de *tas woikias* un complément de *klaros* : « ceux, quels qu'ils soient, qui constituent le *klaros* de la famille ». La lecture adoptée ici fut notamment retenue par Willetts 1967 ; voir également Lévy 1997, p. 38 et, surtout, le commentaire de Bile et Brixhe 1999, p. 109-110.

---

## RÉSUMÉS

Les clauses du Code de Gortyne liées à la succession donnent à penser qu'un des principaux objectifs des autorités crétoises était de veiller à ce que les descendants d'une même lignée soient équitablement pourvus, selon leur sexe. Les règles étaient moins précises au sujet des successibles suivants, les collatéraux. Si un homme mourait endetté, ses héritiers avaient le choix de refuser le patrimoine, sans avoir quelque pénalité à payer. De même, le fils adoptif pouvait renoncer à l'héritage et ne pas accomplir les derniers devoirs envers le défunt. En somme, les héritiers étaient libres de renoncer au patrimoine pour être libérés des obligations liées à la mort de leur proche. Mais la question demeure ouverte au sujet du fils légitime : était-il contraint d'accepter l'héritage, d'accomplir les derniers devoirs envers le défunt et, partant, de rembourser les dettes héréditaires ?

The clauses about inheritance contained in the Law Code of Gortyn show that one of the lawgiver's most important aims was to provide a fair division of the inheritance between the deceased's children, according to their sex. The rules were less precise about the next heirs, the collateral relatives. When someone died, his heirs had the right to refuse the inheritance. If they did so, they did not have to pay the debts of the deceased person. In a similar way, the adoptive



son could reject the inheritance and not fulfill all the human and religious obligations towards the deceased father. In sum, the heirs could refuse an inheritance and, thus, had no negative consequences regarding their relative's death. But the question remains about the legitimate son: was he under the obligation to accept the paternal inheritance and to take care of the funerary rituals and, thus, to pay back his deceased father's debts?

## INDEX

**Keywords** : greek epigraphy, law, family, Gortyn Code, Crete, inheritance, descendant

**Mots-clés** : épigraphie grecque, loi, famille, Code de Gortyne, Crète, héritage, descendant

## AUTEUR

MAUDE LAJEUNESSE

Institut Ausonius, Bordeaux – lajeunesse.maude@gmail.com